

DEPARTEMENT
AVEYRON

CANTON
MILLAU

COMMUNE
MILLAU

DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL

PERMIS de
STATIONNEMENT

SERVICE VOIRIE

Occupation du Domaine Public

Affaire suivie par D. GARRIC

☎ : 05 65 61 41 82

N/Réf. : 9425

Nuisibles - Outillage
407 bd de Gandolours
12100 Millau

- Dépôt de matériaux
- Dépôt de matériel 1 nacelle
- Echafaudage

Le Maire,

- Vu la lettre du : 28/10/2023
par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'occuper le domaine public
à l'adresse suivante : rue des Cordeliers entre la
rue de la Condamine et la rue Alsace Lorraine

- Vu les articles : L 2211-1, L2212-2 et suivants, L 2213-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'avis de Monsieur Directeur des Services Techniques ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du **19 décembre 2022** fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour occupation du domaine public ;
- Vu l'état des lieux ;
- Vu

ARRETE

ARTICLE 1 - SIGNALISATION - ACCES -

L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.

Au cas où le chantier **empêcherait l'accès normal** des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en oeuvre, à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.

./...

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES -

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal comme spécifié dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions prescrites par les textes sus-visés et aux conditions spécifiques suivantes :

- surface occupée.....

20	m2
1	jours

- durée d'occupation.....

- En aucun cas la ou (les) voie (s) ne devra (devront) être interdite (s) à la circulation automobile... *arrêté de circulation et de stationnement*
- *assurer en toute sécurité le passage des piétons.*

ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIERES -

Le bénéficiaire devra s'acquitter auprès du Receveur Municipal des :

- Frais fixes de **38.00 Euros**

- Redevance de : * **0,90 Euros** par jour et par m² (si période d'occupation jusqu'à 3 mois)
* **0,80 Euros** de 3 mois à 6 mois,
* **0,70 Euro** de 6 mois à 12 mois.

Cette redevance sera révisable par décision du Conseil Municipal.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION -

La présente permission n'est valable que pour la période :

du *18/02* 2023 au 2023

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration.

Le pétitionnaire est tenu d'informer le Service Voirie pour toute modification de délai et de surface occupée.

Les autorisations d'occupation du domaine public sont toujours délivrées à titre précaire et révoicable.

ARTICLE 5 - SIGNALISATION - ACCES - RESPONSABLE -

- La présente permission n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

- L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente).

Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.


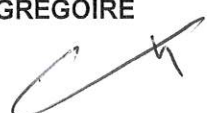
Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.

- Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.

ARTICLE 6 - Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1/ à M. le Pétitionnaire,
- 2/ à M. le Directeur des Services Techniques,
- 3/ au Service Urbanisme
- 4/ à la Police Municipale.

Fait à Millau le, *30/02* 2023
Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux
Bernard GREGOIRE



LE MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,
Vu l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,

Considérant la demande de l'entreprise **NUISIBLES – Outof 12 - 401 Bd de Gandalous – 12100 MILLAU effectuant le nettoyage et la pose de barrières anti-pigeons sur les chenaux au moyen d'un camion-nacelle ;**

Considérant les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de **ces travaux ;**

Considérant qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

ARRETE

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

La circulation et le stationnement de tout véhicule autre ceux indispensables aux travaux seront interdits : Rue des cordeliers entre la rue de la Condamine et la rue Alsace Lorraine le 18 février 2023 de 07h à 19h.

ARTICLE II : La signalisation sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE V : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VI : M. Le Directeur Général des Services de la mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 30 janvier 2023

Le Conseiller Municipal délégué aux travaux

Bernard GREGOIRE

